



OCT.
2018

LES REPRESENTATIONS SOCIALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

19ème vague Juillet 2018

Rapport

ADEME



Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Energie

En partenariat avec :

CITATION DE CE RAPPORT

ADEME, BOY (Daniel), RCB Conseil, 2018, Les représentations sociales de l'effet de serre et du changement climatique, 57 pages.

Cet ouvrage est disponible en ligne www.ademe.fr/mediatheque

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 17MAR0000077

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : RCB Conseil

Coordination technique - ADEME : Solange Martin – Service
Economie et prospective – Direction Recherche et
Prospective – ADEME (Paris)

TABLE DES MATIERES

1. Contexte du projet	4
2. Méthodologie	5
3. Bilan / Principaux résultats obtenus	7
3.1. La place de l'environnement.....	7
3.2. La place de l'effet de serre / réchauffement climatique	8
3.3. Définitions, causes, conséquences	9
3.4. Atténuation, adaptation.....	15
3.5. Synthèse	28
4. Le cas des décideurs économiques.....	34
4.1 La place de l'environnement.....	34
4.2 La place de l'effet de serre / changement climatique	35
4.3 Définition, causes conséquences	35
4.4 Atténuation, adaptation.....	39
4.5 Synthèse	46
4.6 Questions spécifiques.....	47
5 Conclusion / Perspectives	56

1. Contexte du projet

L'aggravation de la problématique du changement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre a conduit l'ADEME dès l'année 2000 à mettre en place des mesures régulières des représentations sociales de ces phénomènes au sein de la société Française. A cet effet, des enquêtes par sondage sur des échantillons représentatifs du public âgé de 15 ans et plus ont été réalisées à échéance régulière depuis cette date. L'enquête annuelle de l'ADEME se déroule en règle générale fin juin et début juillet. Les questionnaires de ces enquêtes sont conçus par l'ADEME avec l'aide d'un prestataire de service ¹. Les enquêtes sont ensuite techniquement mises en œuvre sur le terrain par un institut de sondage. L'ensemble des résultats est présenté par l'institut de sondage à l'automne suivant leur recueil et donnent lieu à un rapport de recherche détaillé réalisé par RCB Conseil. Le présent rapport constitue le dix-neuvième exemplaire de cette série qui constitue désormais un véritable baromètre des modalités de représentations des phénomènes liés au changement climatique dans notre société.

¹ La société de conseil "RCB Conseil".

2. Méthodologie

Les enquêtes sur les représentations sociales de l'effet de serre, sont réalisées sur la base d'un sondage administré à un échantillon représentatif de la société Française selon la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, catégorie d'agglomération et de région de résidence). De l'an 2000 jusqu'à l'année 2013 le mode de passation du questionnaire a été le téléphone. L'évolution généralisée des techniques d'enquête vers des enquêtes dites "en ligne" c'est à dire constituées de panels d'internautes a été décidée en 2013 suite à une expérimentation au cours de laquelle le même questionnaire a été administré pour comparaison d'un côté par une enquête téléphonique de l'autre par une enquête "en ligne". Depuis l'année 2014 le mode "en ligne" a été définitivement choisi, sauf, on va le préciser plus loin, pour certains échantillons supplémentaires spécifiques.

L'une des constantes de ces enquêtes est de rechercher un équilibre entre la nécessité première de permettre des comparaisons des réponses du public dans le temps, impératif qui induit de conserver strictement les mêmes formulations de questions, et le besoin de tester de nouvelles questions, en raison des évolutions possibles des problématiques de ces enquêtes. Ces deux impératifs doivent évidemment respecter l'obligation de ne pas dépasser un certain volume global de questionnaire et donc un temps de passation qui ne soit pas excessif pour les répondants. On estime en effet qu'au-delà de 20 à 25 minutes la tentation de mettre fin au questionnaire par lassitude atteint un degré assez important.

Pour tester dans quelle mesure le poids des mots a peut-être induit telle ou telle réponse on a souvent utilisé dans ces enquêtes la technique du fichier partagé : il s'agit pour la même question de scinder l'échantillon en deux groupes de même taille, l'un auquel une question est libellée avec une première formulation, l'autre avec une formulation alternative. Ainsi a-t-on testé dans les enquêtes précédentes les effets du choix des termes "effet de serre" ou "réchauffement climatique" ou encore "changement climatique".

Enfin ces dernières années des enquêtes spécifiques ont été menées, en plus de l'enquête standard, sur des sous populations que l'ADEME a jugées cruciales pour ces problématiques mais qui ne représentaient pas un effectif suffisant dans les enquêtes habituelles². On a ainsi sélectionné en 2016 un sous échantillon d'exploitants agricoles et en 2017 un sous échantillon de "jeunes".

Suivant cette problématique l'enquête standard de cette année a été complétée par un sous échantillon de "décideurs économiques". A cet effet, 505 dirigeants d'entreprises de 50 salariés et plus, constitué selon la méthode des quotas au regard des critères de taille d'entreprise et de secteur d'activité a été interrogé par téléphone (en raison de la difficulté de mobiliser une telle population "en ligne"). Le même

² En 2014 et 2015 on a en ajouté à l'échantillon standard des compléments recrutés dans des communes déclarées en "état de catastrophe naturelle" au cours de l'année précédente. En 2016, deux sous échantillons ont été constitués : l'un composé de 494 exploitants agricoles, l'autre de 504 personnes résidant dans les territoires ultra marins. En 2017 un nouvel échantillon de 800 agriculteurs a été sélectionné. On a d'autre part ajouté aux jeunes âgés de 15 à 30 ans présents dans l'échantillon un complément de façon à disposer au total de 800 jeunes (15 à 30 ans).

questionnaire a été proposé à cette population et une série de question spécifiques, propres à leurs situations professionnelles, est venue compléter ces mesures.

Comme lors des enquêtes précédentes les réponses seront analysées ³ en fonction des caractéristiques sociodémographiques et culturelles en utilisant les critères de distinction suivants :

- La taille de la commune de résidence
- Le genre
- L'âge
- La profession de la personne de référence
- Le niveau et le type d'études
- Le revenu du foyer par unité de consommation
- La proximité politique
- L'intérêt ⁴ déclaré pour l'environnement
- Le sentiment d'avoir subi sur le lieu d'habitation les conséquences de désordres climatiques ⁵

³ En règle générale les pourcentages de "sans réponse", le plus souvent inférieurs à 5 % ne figurent pas dans les tableaux. A l'inverse les résultats présentés par Opinion Way font le choix de faire figurer le plus souvent ces pourcentages. On a vérifié que ces pratiques différentes n'affectaient pas le repérage des structures de réponses ni des évolutions.

⁴ Les personnes interrogées sont invitées à déclarer l'importance qu'elles accordent à l'environnement sur une échelle de 1 à 10. Ces notes ont été regroupées en fonction de la distribution observée en 4 catégories (de 1 à 5, 6 et 7, 8 et 9, et note 10)

⁵ Mesuré par la question : Là où vous habitez, avez-vous déjà subi les conséquences de désordres climatiques ? (Oui souvent, oui, parfois, non rarement, non, jamais)

3. Bilan / Principaux résultats obtenus

3.1. La place de l'environnement.

Tableau 1 Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante aujourd'hui pour la France ? (En premier)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
L'emploi	26	30	37	35	37	30	29	22
L'immigration	4	4	3	10	16	15	14	19
Les inégalités	11	10	10	7	7	8	9	10
Les impôts et taxes	4	4	6	12	8	8	9	9
La sécurité des biens et des personnes	7	6	5	4	5	12	9	8
La hausse des prix	14	9	10	9	6	5	6	8
L'environnement	7	6	7	2	4	5	6	8
Les déficits publics et la dette de l'Etat	10	14	9	14	12	11	10	7
L'éducation et la recherche	12	11	9	3	3	4	5	4
Le logement	4	5	3	2	1	2	2	3
Les banlieues	1	1	1	0	0	1	1	2

Ouvrant l'enquête, cette première question est destinée à fournir un ordre de grandeur des principales préoccupations du public. Cité en concurrence avec une série d'enjeux sociaux "l'environnement" occupe toujours un rang modeste : autour de 6 % si l'on considère la moyenne des huit dernières enquêtes. Les variations significatives des préoccupations du public se situent ailleurs : notamment à propos de l'immigration (en croissance de 4 à 19 % sur cette période).

3.2. La place de l'effet de serre / réchauffement climatique

Tableau 2 : Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants ?

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
L'effet de serre /Le changement climatique	19	21	33	29	28	19	15	16	17	24	33	26	30	22
La dégradation de la faune et de la flore	11	9	8	9	11	13	13	14	15	14	13	13	18	22
La lutte contre la pollution de l'air	21	21	21	17	15	16	15	18	18	20	17	20	19	18
La pollution de l'eau	23	20	18	20	19	23	20	22	20	17	14	13	9	12
Les risques du nucléaire	10	13	7	9	12	11	21	13	14	8	7	9	7	8
Les déchets ménagers	8	9	8	9	7	9	7	9	8	10	7	8	6	8
Le bruit	5	5	3	5	5	6	3	3	2	4	4	5	4	5
La dégradation des paysages	2	2	2	2	3	3	3	5	4	5	4	5	5	3

Pour cette seconde question, le choix proposé ne se situe plus entre plusieurs enjeux de nature très variée mais au sein d'une série d'enjeux, tous de nature environnementale. Traditionnellement deux enjeux majeurs, historiquement fondateurs de la sensibilité à l'environnement, dominaient les représentations sociales : la pollution de l'air et celle de l'eau. Progressivement les questions de l'effet de serre et du réchauffement climatique ont pénétré la conscience du public et parfois pris la toute première place. Au cours du temps, on a observé que deux facteurs contribuaient à expliquer la fréquence de sa sélection prioritaire. Le premier, aléatoire selon la date de l'enquête, est la réalité d'une très forte vague de chaleur durant tout ou partie de la réalisation du terrain de l'enquête. Cela a été le cas, notamment pour l'enquête de 2015. Le second facteur est en revanche d'une nature politique : il s'agit de la présence dans les mois précédant l'enquête, d'évènements politiques et/ou médiatiques marquants relatifs à la question du changement climatique. On peut mettre à ce compte la campagne électorale de la présidentielle de 2007 avec le "Pacte écologique" de Nicolas Hulot, ou la mobilisation autour de la préparation de la COP21 (2015). A l'inverse on repère des périodes où la démobilité des élites politiques induit un relatif désintérêt du public : il en est ainsi par exemple de l'année 2010 où la déception devant l'échec de la conférence de Copenhague produit une baisse notable du choix de la problématique climatique par le public. Pour l'enquête de l'année dernière les déclarations de Donald Trump annonçant son intention de faire sortir des Etats-Unis des accords acquis lors de la COP21 (1^{er} juin) ainsi que la réponse du Président E. Macron (Make Our Planet Great Again) avaient contribué à créer un contexte de discussion et de mobilisation favorable à une perception plus claire des enjeux du changement climatique. A ce contexte idéologique s'ajoutaient les effets directs et indirects de la vague de chaleur qui avait eu lieu en amont de la période de réalisation des interviews (juin). Pour l'enquête de cette année aucun de ces deux types d'évènements (vague de chaleur et/ou mobilisation politique) ne peut être véritablement mentionnée. Cette absence est probablement la raison majeure de la baisse relative de sensibilité aux enjeux climatiques observée dans le Tableau 2 (de 22 % cette année à 30 %

l'année dernière). Cette baisse relative est pourtant peut-être compensée par la montée continue, y-compris cette année de la préoccupation pour une "dégradation de la faune et de la flore" enjeu qui ne recueillait qu'environ 10 % des choix dans les années 2005 / 2010 est qui représente aujourd'hui 22 % Dans cette hypothèse on retiendrait l'idée – discutable - que, pour une fraction du public, l'érosion de la faune et de la flore est une conséquence directe et massive du réchauffement climatique au point que les deux peuvent être cités de façon équivalente.

3.3. Définitions, causes, conséquences

Pour préciser le contenu des représentations sociales de la notion "d'effet de serre" ou de "changement climatique", la technique de la question "ouverte" a été privilégiée : Il s'agit d'un mode de questionnement dans lequel les répondants ne disposent pas de catégories de réponses préétablies (accord, désaccord) mais fournissent eux-mêmes librement leur propre réponse. Ces réponses sont analysées par nos soins, regroupées en catégories signifiantes, puis comptabilisées.

Tableau 3 A quoi est dû le changement climatique ? (Question ouverte)

Réponses regroupées :	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
La pollution, les déchets	11	15	18	24	21	25	24	23	24	20	20	28	28	27	18	18	17	11	31
Activités humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26
Climato sceptique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	9
Chaleur, réchauffement	22	25	21	18	16	13	18	18	16	21	17	18	16	18	22	27	39	47	5
Des gaz, le CO2	12	14	10	13	13	14	12	17	17	17	16	14	14	12	15	17	8	4	5
Couche d'ozone	19	15	27	22	24	25	26	24	25	23	21	22	23	23	20	18	13	4	2
Effet de serre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Surpopulation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Le manque d'air	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	-	
Autres réponses	5	3	4	3	5	3	4	3	3	5	6	3	3	5	11	9	9	8	7
Sans réponse	30	27	19	19	20	19	14	13	13	12	19	14	15	14	12	11	15	11	12

Cette question "ouverte" a été fortement modifiée par rapport aux années précédentes. Jusqu'en 2017 le questionnaire insistait en effet sur une définition statique, par exemple avec les termes "En quoi consiste selon vous l'effet de serre ou le réchauffement climatique". Cette année la même question est introduite avec une formulation beaucoup plus dynamique ou de nature causale puisque l'on a demandé au public de se prononcer sur le mécanisme du changement climatique en répondant à la formulation "A quoi est dû le changement climatique". Avec cette nouvelle formulation c'est la problématique de

mots associés au terme de "pollution" qui vient au premier rang des réponses (31 %). L'examen détaillé des réponses montre que le terme de "pollution" désigne le plus souvent une série de nuisances dont "l'industrie" est le plus souvent considérée comme le principal responsable. A un moindre degré, la pollution est perçue comme produite par les transports, dont la voiture individuelle. La seconde catégorie de réponse, que l'on ne discernait pas dans les enquêtes précédentes véhicule sous différentes formes sémantiques l'idée que le changement climatique est induit par les "activités humaines" 26 %. Le fait qu'apparaisse en contrepoint et avec une moindre fréquence (9 %) des déclarations de scepticisme quant à la nature anthropique du changement climatique démontre que désormais l'identification du public à l'un des deux camps en présence se réalise spontanément c'est à dire avec une question "ouverte". Les réponses en termes de "réchauffement" fréquentes dans les enquêtes antérieures ont fortement diminué (5%), signe que, de fait, le public ne confond guère cause et conséquence. La mention relativement précise d'un mécanisme supposant la médiation de "gaz à effet de serre" est toujours assez rare (5%). Enfin le recours à la problématique de la couche d'ozone très fréquent dans les enquêtes antérieures tend à disparaître ici (2 %) comme si, désormais les questions liées à la couche d'ozone relevaient d'une autre problématique, peut-être parallèle, en tous cas nullement décisive quant à la production du changement climatique.

Tableau 4 A votre avis, lorsque l'on parle aujourd'hui du réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à l'augmentation de l'effet de serre, est-ce plutôt ?

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Une certitude pour la plupart des scientifiques	60	60	66	62	67	71	72	72	65	70	51	61	61	58	63	67	59	71	61
Une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord	32	31	28	32	26	25	24	26	32	28	45	36	35	39	37	32	41	28	39

L'opposition entre une communauté scientifique quasi unanime ou divisée quant à la robustesse de l'hypothèse d'un réchauffement causé par l'augmentation de l'effet de serre a toujours constitué l'un des marqueurs du degré de sensibilité du public au problème du changement climatique. On trouve trace de ce mécanisme en relevant un pourcentage maximum de réponses exprimant l'unité de la communauté scientifique en 2006 2007 - années du Pacte Ecologique – (72 %) et un minimum dans l'année suivant la conférence de Copenhague (51 %). Aujourd'hui, année de basse-eaux en termes de mobilisation, le pourcentage de convaincus de la solidité de la thèse parmi les scientifiques rejoint son niveau d'étiage (61 %). Comme dans les enquêtes antérieures on note que la perception d'une communauté scientifique quasi unanime est très fortement liée aux positions idéologiques : 71 % parmi les répondants ayant une note d'intérêt pour l'environnement égale à 10 contre 47 % pour ceux qui ont une note d'intérêt pour l'environnement de 1 à 5.

Tableau 5 On entend parfois des critiques contre les scientifiques qui étudient les évolutions du climat, disant qu'ils exagèrent les risques de réchauffement climatique / changement climatique. D'autres disent au contraire que les scientifiques évaluent correctement les risques. Quelle est votre opinion à ce propos ?

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques du changement climatique	28	24	25	31	29	33	24	30
Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques du changement climatique	72	76	75	68	69	66	74	70

Pour compléter cette vision des scientifiques, on demande, depuis l'enquête de 2011 dans quelle mesure les scientifiques évaluent ou non correctement les risques du changement climatique (tableau 5). Les réponses partagent l'échantillon dans des proportions approximatives d'un quart à un tiers de partisans d'une communauté scientifique exagérant le risque réel contre deux tiers à trois quarts de convaincus d'une prédiction scientifique évaluant correctement les risques. Aujourd'hui les pourcentages de réponse sont proches des moyennes de la série (30 % et 70 %).

Tableau 6 : De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre :

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont causés par l'effet de serre	32	34	35	37	39	43	47	42	50	37	40	42	39	52	59	55	62	55
Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu	15	14	14	14	17	15	13	14	13	17	16	13	16	20	17	20	18	21
Aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat	49	49	48	46	43	41	38	43	36	44	43	43	43	28	24	25	19	23

Les réponses à cette question, qui met en cause les effets supposés de l'augmentation de l'effet de serre sur les désordres climatiques, ont varié de façon assez sensible dans la période de l'enquête : on

observe des maximum de réponses impliquant l'effet de serre dans la période 2007-2009, puis un déclin post-Copenhague, et enfin une relative stabilité. Depuis 2014, le pourcentage d'interviewés attribuant les désordres climatiques à l'augmentation de l'effet de serre dépasse la moitié de l'échantillon. Dans la présente enquête le pourcentage de réponses impliquant la responsabilité de l'augmentation de l'effet de serre diminue, comme d'autres indicateurs, par rapport à l'année précédente et retrouve le niveau atteint en 2016 (55 %). Ce pourcentage varie sensiblement selon l'orientation politique des répondants : de 40 % pour les proches du Rassemblement National et des Républicains contre 60 % parmi les proches d'En Marche ou du Modem.

En restreignant le choix à une alternative binaire entre origine anthropique ou origine naturelle sans possibilité d'une réponse d'incertitude on obtient les résultats suivants (Tableau 7) :

Tableau 7 La plupart des scientifiques affirment que le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines, mais certains scientifiques affirment au contraire qu'il s'agit d'un phénomène naturel qui a toujours existé. Vous-même qu'en pensez-vous ?

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines	81	65	68	72	70	72	74	72	76	74
Il s'agit d'un phénomène naturel qui a toujours existé	17	30	27	25	26	28	25	27	23	26

Le niveau observé en 2018 : 74 % est cette fois proche des valeurs observées les années précédentes signe que l'on pas à faire cette année à une évolution considérable des attitudes mais plus vraisemblablement à un assez faible ajustement au contexte politique et sociétal. Hors des écarts induits par les positions idéologiques (proches de ceux que nous avons décrits à propos du tableau 7) on note de fortes différences selon les générations puisque la réponse acceptant la thèse anthropique s'élève à 89 % parmi les 15-18 ans contre 67 % chez les 65 ans et plus.

Tableau 8 Aujourd'hui, on entend parler du changement climatique dans la presse ou à la télévision. Selon vous, on parle trop du changement climatique, on en parle suffisamment, ou on n'en parle pas assez ?

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
On parle trop du changement	13	14	15	15	15	16	13	16
On en parle suffisamment	40	47	44	44	45	47	43	42
On n'en parle pas assez	45	39	41	41	40	37	44	42

En 2018, 16 % des personnes interrogées estiment que l'on "Parle trop du changement climatique" pourcentage voisin des valeurs précédentes comme les deux autres réponses proposées.

Le sentiment que l'on en parle "Pas assez" est nettement plus fréquent parmi les partisans "d'En Marche Modem" 47 % contre 28 % pour les sympathisants des Républicains et 32 % au "Rassemblement National.

Tableau 9 : Pour chacune des activités que je vais vous citer, dites-moi si, d'après ce que vous savez, elle émet beaucoup, assez, peu ou pas du tout de gaz à effet serre.

Réponses "beaucoup + assez"	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Les activités industrielles	85	89	93	93	90	92	93	93	96	93	90	91	91	89	88	89	89	96	95
Les centrales de production d'électricité au gaz au charbon et au fuel ⁶	60	52	53	53	62	57	55	59	62	63	65	66	63	65	91	86	88	93	93
Les transports	83	87	90	89	88	92	91	92	91	89	88	91	90	88	85	84	85	91	91
La destruction des forêts	79	84	88	89	87	89	90	89	90	90	90	90	88	89	88	89	84	88	90
Les bâtiments (chauffage, éclairage, électroménager)	39	46	49	55	58	64	63	71	72	70	70	75	70	72	75	74	76	85	87
Les bombes aérosols	64	67	72	75	73	76	74	75	72	76	70	71	71	72	75	75	78	82	82
Le traitement des déchets	57	67	69	71	70	70	71	69	75	70	69	71	69	70	74	71	73	76	82
L'agriculture (culture et élevage)	33	39	41	44	41	43	45	50	51	56	59	57	56	59	66	69	72	72	79
L'activité volcanique	30	33	31	30	28	32	42	31	31	36	42	40	36	36	36	39	48	48	62
Les centrales nucléaires	59	61	64	58	63	60	58	56	55	59	60	61	59	61	53	52	54	58	60

La hiérarchie des responsabilités dans la contribution à l'augmentation de l'effet de serre n'a guère changé depuis les débuts de cette enquête : les activités industrielles, les centrales de production d'électricité, les transports, la destruction des forêts sont toujours considérés comme les causes majeures : dans la présente enquête, entre 90 % et 95 % des personnes interrogées estiment que ces activités contribuent "beaucoup ou assez" à l'effet de serre.

Par rapport à l'année dernière les pourcentages de réponse exprimant l'idée que ces diverses activités contribuent à l'augmentation de l'effet de serre sont stables ou en légère augmentation.

L'évolution à la hausse de deux enjeux, "le bâtiment" et "l'agriculture" soulignée dans nos rapports antérieurs continue de se vérifier.

⁶ La formulation de cet item a changé en 2014 : Les centrales de production d'électricité **au gaz, au charbon ou au fuel**

Tableau 10 Quels sont les aspects du changement climatique qui vous inquiètent le plus (en premier)

L'augmentation des catastrophes naturelles (tempêtes, inondations, effondrement des côtes)	50
Les migrations de population	17
Les conflits politiques et sociaux dues aux crises alimentaires et économiques	10
Le réchauffement des températures notamment en été	9
Le développement de nouvelles maladies dans des zones auparavant épargnées	7
Les conflits entre Etats	4
Aucun	3

Cette nouvelle question montre qu'en matière de changement climatique le public est avant tout impressionné par "L'augmentation des catastrophes naturelles" (50 %) les autres craintes se situant assez loin puisque 9 % des répondants seulement citent "le réchauffement des températures". Ces perceptions varient assez sensiblement selon l'âge des personnes interrogées. Les plus jeunes (15-17ans) se montrent en effet plus sensibles à l'augmentation des températures (19 %) et moins à l'augmentation des catastrophes (40 %) alors qu'à l'inverse leurs aînés (65 ans et plus) sont plus souvent préoccupés par les catastrophes (56 %) et moins par le réchauffement (6 %). Quant aux "Migrations de population" elles sont plus souvent considérées comme un risque inquiétant parmi les personnes les plus âgées (22 % au-delà de 65 ans contre 12 % parmi les 15-24 ans) mais aussi parmi ceux qui se déclarent proches des Républicains (30 %) ou du RN (28 %).

Tableau 11 Pensez-vous que le changement climatique sera limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle ?

	2014	2015	2016	2017	2018
Oui, certainement	4	5	4	5	5
Oui, probablement	36	38	39	37	34
Non, probablement pas	51	49	47	49	49
Non, certainement pas	9	7	9	8	12

La capacité de l'humanité à limiter le réchauffement climatique à des niveaux acceptables d'ici la fin du siècle demeure à peu près stable depuis 2014 et n'a guère varié selon avec la dernière : un peu plus de 40 % d'optimistes s'opposent à près de 60 % de pessimistes (61 % dans la dernière enquête) mais on note que la réponse extrême, "non, certainement pas", a légèrement augmenté.

3.4. Atténuation, adaptation

Tableau 12 : Si le changement climatique continue, à votre avis, quelles seront les conséquences en France d'ici une cinquantaine d'années ?

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques	60	61	54	59	51	53	57	53	55	57	55	67	66
Il y aura des modifications de climat mais on s'y adaptera sans trop de mal	34	34	40	35	41	40	36	39	43	40	40	30	32
Le réchauffement aura des effets positifs pour l'agriculture et les loisirs	3	4	4	4	5	5	4	5	2	3	4	3	2

Les conséquences d'une poursuite du changement climatique sont perçues comme créant des conditions de vie "extrêmement pénibles" par deux tiers environ des répondants contre un tiers estimant que l'on s'adaptera "sans trop de mal" aux modifications induites par ces événements. Sur ce point le pessimisme est plus fréquent au sein des jeunes générations : 79 % parmi les 18-24 contre 58 % parmi les 65 ans et plus, et plus encore parmi les personnes qui déclarent avoir déjà subi "souvent" les conséquences de désordres climatiques : 83 % contre 50 % parmi celles qui, à l'inverse, n'en ont "jamais" subi.

Tableau 13 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? ⁷

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation du changement climatique	14	8	9	10	12	10	11	12	11	11	13	11	10
Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation changement climatique	54	61	59	61	52	56	50	54	57	58	51	60	53
C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial l'augmentation du changement climatique	25	24	20	18	20	19	23	18	19	20	21	16	20

⁷ La comparaison avec les années antérieures à 2006 n'est pas possible car dans ces enquêtes la réponse "C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial l'augmentation de l'effet de serre" n'était pas proposée.

Il n'y a rien à faire changement climatique est inévitable	7	7	12	10	15	14	15	15	12	10	14	12	17
--	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----

Depuis les premières enquêtes la nécessité d'une inflexion des modes de vie vient très largement en tête des solutions préférées. Cette année ce type de réponse est pourtant moins fréquent (53 %) : il rejoint celui qui était observé en 2016 (51%). Cette diminution s'accompagne d'une légère augmentation de la fréquence de la réponse de résignation ("Il n'y a rien à faire") qui atteint ainsi son niveau le plus élevé de la série des enquêtes (17 %). Cette réponse est du reste plus fréquente parmi les personnes âgées (24 % parmi les 65 ans et plus) et à la droite du spectre politique (24 % pour les proches des Républicains). A l'inverse les cadres et professions intellectuelles demeurent plus largement convaincus de la nécessité d'une inflexion des modes de vie (63 %).

A ceux qui disent oui (réponse 1, 2, 3)

Tableau 14 Considérez-vous ces changements comme une opportunité ou une contrainte ?

	2015	2016	2017	2018
Une opportunité	53	57	49	47
Une contrainte	47	43	50	53
	100	100	100	100

La réponse indiquant que les changements induits par l'augmentation de l'effet de serre sont "une contrainte" plutôt qu'une "opportunité" continue de progresser légèrement : 53 % aujourd'hui contre 47 % en 2015. La perception de ces changements comme "Une opportunité" est fonction des proximités politiques : cette réponse s'élève en effet à 54 % pour les proches de "En Marche / Modem") contre 31 % pour les proches des "Républicains".

Tableau 15 Si des changements importants s'avèrent nécessaires dans nos modes de vie, à quelles conditions les accepteriez-vous ? En premier ?

	2015	2016	2017	2018
Qu'ils restent dans des proportions modérées, je ne suis pas prêt à accepter des changements radicaux dans mon mode de vie	11	12	12	12
Que les inconvénients soient compensés par d'autres avantages (plus de temps libre, plus de solidarité, etc.)	8	9	10	10
Qu'ils soient partagés de façon juste entre tous les membres de notre société	52	50	47	47
Qu'ils soient décidés collectivement, je veux avoir mon mot à dire	15	16	14	16
Je les accepterais dans tous les cas	14	12	17	16

On n'observe guère de changement pour cette question qui induit toujours une réponse majoritaire exprimant le souhait d'une distribution équitable des changements dans les modes de vie (47 %). Ce

souhait est d'autant plus fréquent que les personnes interrogées valorisent l'environnement : de 37 % pour ceux qui se situent sur les notes 1 à 5 de cet indicateur à 55 % pour ceux qui se positionnent au plus haut de l'échelle (note 10).

Tableau 16 Je vais vous citer des mesures que l'on pourrait adopter pour lutter contre l'effet de serre. Pour chacune d'entre elles vous me direz si elle vous semblerait très souhaitable, assez souhaitable, pas vraiment souhaitable ou pas du tout souhaitable

Réponse "très ou assez souhaitable"	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Réduire le gaspillage alimentaire de moitié	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94	97	94
Développer les énergies renouvelables même si dans certains cas si les coûts de production sont plus élevés pour le moment ⁸	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77	80	82	86	84
Favoriser l'usage (voies de circulation, place de stationnement réservées, etc.) aux véhicules peu polluants ou partagés (covoiturage)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	80	79	72
Obliger la restauration collective publique à proposer une offre de menu végétarien, biologique et/ou local	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77	73	69
Obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements lors d'une vente ou d'une location	-	-	-	77	77	80	81	76	76	76	65	68	66	73	68
Augmenter le prix des produits de consommation qui sont acheminés par des modes de transport polluant	-	-	-	-	-	-	-	-	55	55	54	61	63	70	67
Installer dans les foyers des compteurs électriques qui analysent les consommations pour permettre aux gens de faire des économies d'énergies	-	-	-	-	-	-	-	-	81	81	77	75	70	78	65
Taxer davantage les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	66	62	62	69	63
Taxer le transport aérien pour favoriser le transport par train	43	48	47	54	59	56	56	58	55	50	46	48	49	54	57
Augmenter la taxe carbone ⁹	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48	43	47	44	55	51
Abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110 km/heure	48	53	50	50	56	55	50	51	55	51	33	38	41	44	39

⁸ Mention "dans certains cas" ajoutée dans cette enquête.

⁹ Dans les enquêtes précédentes "Instaurer une taxe carbone".

Densifier les villes en limitant l'habitat pavillonnaire au profit d'immeubles collectifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30	30	32	36	37
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----

Comme d'autres indicateurs de la vague 2018 marquée par un léger déclin de la sensibilité environnementale, ceux qui mesurent la propension à accepter des mesures vertueuses en matière d'économie de GES perdent quelques points de pourcentage en comparaison avec l'année dernière. Mais la hiérarchie observée dans les degrés d'acceptation ne varie quasiment pas : en haut du tableau se situent pour l'essentiel des mesures impliquant de faibles contraintes pour les comportements individuels, vers le bas du tableau, à l'inverse, des options qui touchent plus directement aux comportements privés. Typiques des mesures à faible coût personnel, "Réduire le gaspillage alimentaire de moitié", "Développer les énergies renouvelables" ou Obliger la restauration collective à proposer une offre de menu végétarien" sont des propositions validées par plus de deux tiers des répondants. Exceptions à cette règle "Favoriser l'usage (voies de circulation, place de stationnement réservées, etc.) aux véhicules peu polluants ou partagés (covoiturage)", ou Taxer davantage les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre" Augmenter le prix des produits de consommation qui sont acheminés par des modes de transport polluant" dont l'implication personnelle n'est pas négligeable, sont des mesures acceptées par des proportions importantes de répondants (respectivement 72 %, 67 % et 63 %).

En bas du tableau parmi les trois mesures les plus directement contraignantes "L'augmentation de la taxe carbone" est pourtant acceptée par 51 % du public, vraisemblablement parce que son mécanisme de prélèvement demeure relativement opaque. En dernier lieu, deux mesures sont rejetées par une large majorité des répondants : "Abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110 km/heure" (39 %) et "Densifier les villes en limitant l'habitat pavillonnaire au profit d'immeubles collectifs" (37 %). Dans l'ensemble l'acceptation de ces politiques ne varie pas sensiblement en fonction des données sociodémographiques. Elles sont, en revanche, significativement liées à l'attachement plus ou moins intense à l'enjeu environnemental et également au vécu des conséquences de désordres climatiques.

Tableau 17 : Parmi les actions suivantes, quelles sont les deux qui vous paraîtraient les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ? ¹⁰ En premier ?

	2015	2016	2017	2018
Développer les énergies renouvelables pour son logement (solaire, pompes à chaleur)	22	26	26	23
Consommer moins ou consommer des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	23	19	19	19
Réduire et trier ses déchets	-	-	-	13
Utiliser les transports en commun ou tout autre mode de déplacement alternatif (vélo, marche)	20	15	16	12

¹⁰ Les résultats de cette question ne sont pas directement comparables avec les enquêtes antérieures à 2015 car les choix proposés aux répondants ne sont pas identiques.

Mieux isoler son logement	12	11	10	11
Acheter de préférence des voitures consommant moins de carburant	10	14	15	9
Ne pas se déplacer seul en voiture ou faire du covoiturage ou faire de l'auto-partage	4	5	4	5
Utiliser des appareils ménagers qui dépensent moins d'énergie	4	5	6	4
Acquérir pour son habitation un chauffage plus performant	4	4	3	3
SR	1	1	1	1

La mention ajoutée cette année "Réduire et trier ses déchets" vient en troisième position des actions jugées les plus efficaces pour réduire les émissions de GES. Cet ajout ne bouleverse pas l'ordre de préférence observé auparavant : le développement des ENR occupe toujours la première place (23 %) suivi de la "Consommation de produits ayant moins d'impact sur l'environnement" (19 %).

Tableau 18 Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre ; Pour chacune, dites-moi si ...vous le faites déjà ou ...vous pourriez le faire assez facilement ou ... vous pourriez le faire mais assez difficilement ou ...vous ne pouvez pas le faire

	Vous le faites déjà													
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Trier les déchets	81	81	83	86	87	83	82	86	84	80	80	77	80	84
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	70	72
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	-	-	-	66	64	63	67	67	76	62	62	58	63	68
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été ¹¹	46	52	54	54	55	50	51	50	51	51	50	49	48	63
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	70	70	68	71	69	64	61	65	63	55	54	52	53	54
Consommer moins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	37	49
Limiter la consommation de viande de mon foyer	-	-	-	41	42	37	38	42	46	36	38	39	41	47
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	-	49	51	41	40	39	40	41
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38
Se déplacer en vélo (ou à pied) ¹² plutôt qu'en voiture	-	-	-	23	22	20	21	25	24	18	17	17	37	37
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	29	28	36
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	31	35	33	33	31	31	31	33	37	30	29	28	33	31
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage ¹³	-	-	-	-	-	-	-	18	20	16	17	15	19	20

¹¹ Mention ajoutée en 2018

¹² Mention "ou à pied" ajoutée à partir de l'enquête 2017

¹³ Mention "ou de l'auto partage" à partir de l'enquête 2017

Vous pourriez le faire assez facilement ...														
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)												51	55	47
Choisir des produits avec peu d'emballage								38	36	42	46	46	49	45
Consommer moins													43	35
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	24	22	25	21	26	26	31	26	27	32	31	33	35	33
Limiter la consommation de viande de mon foyer				31	31	37	31	31	26	33	34	32	31	29
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison				23	25	26	23	23	18	28	28	30	30	24
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage								27	30	26	27	27	28	28
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été	28	21	22	22	20	20	20	22	20	25	25	28	28	21
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture				23	21	19	22	21	23	20	25	23	23	21
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	19	13	27	17	14	17	19	17	19	15	19	19	22	20
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée													22	20
Trier les déchets	13	12	12	9	9	11	13	10	11	11	12	14	14	11
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs														25

Vous pourriez le faire mais difficilement ...														
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage	-	-	-	-	-	-	-	22	19	29	32	31	32	28
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	24	22	21	24	29	24	23	20	19	26	27	25	25	22
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	-	-	-	26	29	38	30	24	23	29	28	28	24	21
Limiter la consommation de viande de mon foyer	-	-	-	20	19	16	22	19	19	21	20	17	20	16
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été	14	14	14	13	16	17	18	15	17	16	16	14	18	10
Consommer moins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	12
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	15	12
Éteindre les appareils électriques qui restent en veille	5	6	5	6	4	7	7	6	7	8	10	8	11	9
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	-	10	9	11	9	9	9	11
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	-	-	-	9	9	8	7	7	4	5	5	6	5	5
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	4
Trier les déchets	3	5	4	4	2	4	3	3	3	4	3	3	4	3
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs														20

	Vous ne pouvez pas le faire ...													
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage	-	-	-	-	-	-	-	32	30	24	20	21	21	25
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	26	30	17	26	26	29	27	28	24	24	22	22	20	27
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	-	-	-	28	29	32	27	30	30	28	26	26	16	21
Limiter la consommation de viande de mon foyer	-	-	-	7	8	10	9	9	10	7	5	6	7	8
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été	12	12	9	10	9	12	11	12	11	4	5	4	6	5
Consommer moins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	4
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	5
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	1	2	2	2	1	3	1	3	3	2	1	2	2	3
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	4
Trier les déchets	2	2	1	2	2	2	2	1	2	1	1	1	1	2
Choisir des produits avec peu d'emballage	-	-	-	-	-	-	-	3	3	2	1	1	1	3
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	-	-	-	3	2	3	2	3	2	1	0	1	1	3
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17

Avec cette question il ne s'agit plus de mesures de politique publiques plus ou moins souhaitables ou efficaces mais de ce que les répondants eux-mêmes admettent faire - ou non – pour contribuer dans leur foyer à la réduction des émissions de GES. Les réponses proposées testent le degré de faisabilité de chaque action pour les répondants, des actions "déjà faites" à celles qui "ne pourraient pas être faites" avec des choix intermédiaires ("pourraient être faites facilement" ou "pourraient être faites difficilement").

Il est surprenant de constater que dans cette enquête, marquée par un léger déclin de la sensibilité environnementale, les réponses positives ("Je le fais déjà") tendent non à diminuer mais à croître légèrement presque sans exception.¹⁴ Deux interprétations de ce phénomène peuvent être avancées. La première, optimiste, serait que désormais ces comportements dits vertueux sont si bien ancrés dans les mentalités qu'ils ont acquis une certaine autonomie et échappent, par là au contexte de pessimisme un peu plus marqué de cette enquête. Cette autonomie s'exprime aussi par le fait que certaines comportements de notre liste dépendent à la fois des contraintes environnementales et d'autres logiques telles que l'économie ou la santé. Une seconde interprétation, moins optimiste pourrait être que, compte tenu de ce même contexte, ces réponses expriment au contraire une certaine impatience, voire une perte de confiance dans les capacités de l'action publique à faire face aux problèmes du réchauffement climatique et revendiquent le fait que la société agit, elle, de façon responsable.

Au-delà de ces interprétations, qui demeurent sans vérification empirique possible, on constate une grande stabilité dans le classement hiérarchique de ces comportements du "Déjà fait" à "L'impossible à faire".

Dans le registre du "Déjà fait" on trouve en premier lieu le classique et désormais ancien "tri des déchets" (84 %) ainsi que quelques actions réalisées au sein du foyer moyennant un degré de contrainte assez modéré : "Couper le chauffage en cas d'absence" (72 %), "Veiller à acheter des légumes locaux et de saison" (58 %) "Baisser la température du logement" (63 %) et en dernier lieu pour des items majoritairement choisis, "Eteindre les appareils électriques qui restent en veille" (54 %).

La seconde classe, celle des actions que l'on "Pourrait faire assez facilement" représente, par définition, un gisement d'améliorations possibles. Elle regroupe des comportements relativement novateurs ayant parfois fait l'objet de campagne de communication : "Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement" (47 %) "Choisir des produits avec peu d'emballage" (45%) "Consommer moins" (35%) "Limiter la consommation de viande de mon foyer" (29 %) "Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs" (29 %).

Restent enfin des choix difficiles ou impossibles parmi lesquels se situent toujours des enjeux de la mobilité avec notamment dans les objectifs déclarés difficiles ou impossibles à atteindre "Faire du covoiturage ou de l'auto-partage", "Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture", "Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture".

Ces actions diffèrent sensiblement des précédentes vraisemblablement en raison des contraintes structurelles qui les caractérisent telles que la présence effective de transports en commun ou de pistes cyclables etc.

¹⁴ Dans un cas, celui de la "Baisse de la température du logement" l'augmentation sensible du pourcentage de réponses positives tient certainement à l'ajout de la mention " et /ou limiter la climatisation à 26° en été"

Dans l'ensemble les réponses à ces questions n'ont pas sensiblement évolué depuis l'enquête de 2014¹⁵.

Tableau 19 Je vais vous citer un certain nombre d'évènements et vous demander, pour chacun d'entre eux, s'ils pourraient vous inciter à investir dans les énergies renouvelables (l'isolation ou des équipements plus performants, dans votre maison) (Réponse : "Oui, tout à fait" "Oui plutôt")

	2014	2015	2016	2017	2018
La baisse du prix des équipements ou des travaux	90	92	90	93	91
Une augmentation des soutiens financiers comme des crédits d'impôt, des prêts bancaires avantageux ou des tarifs de rachat	84	85	82	87	88
Une information démontrant la fiabilité et la performance des équipements ou des travaux	80	81	82	84	83
Une labellisation des artisans garantissant une installation de qualité des équipements ou des travaux.	80	79	79	82	80
La possibilité de faire garantir la qualité de l'installation ou des travaux par un contrôle technique	74	72	74	78	74
Le financement des investissements par une entreprise spécialisée, que vous remboursez en lui donnant la différence entre votre ancienne facture d'énergie et la nouvelle, ...	70	67	66	72	72
L'accélération du changement climatique	67	67	66	72	72
Un bonus et/ou un malus de la taxe foncière ou des frais de notaires pour les propriétaires en fonction de la performance énergétique de leurs biens immobiliers	-	-	-	65	66
L'augmentation du prix de l'énergie que vous utilisez aujourd'hui principalement (gaz, fioul, électricité)	46	46	45	45	51

Cette question donne des résultats très stables depuis l'origine : Ce sont clairement les incitations financières simples qui constituent les modes d'incitation les plus convaincants : "La baisse du prix des équipements ou des travaux" (91 %) "Une augmentation des soutiens financiers" (88 %). Viennent ensuite des éléments susceptibles d'améliorer le degré de confiance dans le fiabilité de l'installation "Une information démontrant la fiabilité et la performance des équipements ou des travaux" (83 %) "Une labellisation des artisans garantissant une installation de qualité ..." (80 %) "La possibilité de faire garantir la qualité de l'installation ..." (74 %).

¹⁵ Rappelons ici que la rupture observée à partir de 2014 doit être attribuée au changement de mode d'administration de l'enquête (téléphone jusqu'à 2013, "en ligne" à partir de 2014). Ici, on confirme un effet de désirabilité sociale qui fait que les enquêtes où le répondant se trouve seul face à son questionnaire "en ligne" induisent des réponses plus sincères, c'est à dire moins affectées par le souci de se conformer à une norme sociale.

Tableau 20 Pensez-vous que votre territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ?

	2014	2015	2016	2017	2018
Oui, certainement	22	23	23	31	26
Oui, probablement	61	60	59	55	59
Non, probablement pas	14	14	15	11	12
Non, certainement pas	2	3	3	2	2
SR	0	1	1	0	1

De façon très stable, il apparaît avec cette question que le public ressent clairement la nécessité de mesures d'adaptation des territoires aux nouvelles conditions climatiques. Toutefois la réponse la plus assurée ("oui, certainement") décline cette année de 5 points de pourcentage par rapport à l'enquête antérieure (31 %), signe encore une fois concordant avec le climat général de cette enquête.

Ce type de réponse varie sensiblement selon l'exposition déclarée aux désordres climatiques : de 71 % pour ceux qui disent y avoir été exposés "Souvent" à 19 % pour ceux qui n'y ont "Jamais" été exposés.

La nécessité de savoir dans quelle mesure le public se familiarise - ou non – avec les concepts techniquement distincts "d'adaptation" et "atténuation" a conduit depuis l'enquête de 2014 à tester la compréhension de cette distinction dans le public à l'aide de la question "ouverte" suivante :

1) En quoi consiste, selon vous, l'adaptation au changement climatique ? (Question ouverte)

Le regroupement des réponses libres à cette question donne les catégories de réponses suivantes :

Atténuation (16 %) : Il s'agit en réalité ici de réponses qui relèvent plutôt de la notion "d'atténuation"

Changer les modes de vie (18 %) : c'est la réponse la plus fréquente. Elle décrit le plus souvent l'adoption par les individus de comportements plus vertueux : baisse de la consommation, sobriété etc.

Adaptation (11%) : ces réponses contiennent généralement le mot même "d'adaptation", ou mentionnent le fait de "s'habituer à de nouvelles conditions" ou encore de "supporter" ou de "vivre avec". Mais très peu d'entre elles énumèrent clairement des mesures concrètes d'adaptation.

Cultures (2%) : il s'agit ici de réponses qui mentionnent la nécessité d'adapter les modes de culture agricole aux nouvelles conditions climatiques.

Rien, opposé (2 %) : le plus souvent ces réponses expriment un refus de la notion d'adaptation motivé par un scepticisme quant à la réalité du changement climatique

Territoires, migrations (2 %) : ces réponses sont focalisées sur le problème des migrations induites par les conséquences du changement climatique

Education, civisme (2 %) : ces réponses prônent une meilleure information de la société ou un effort pour induire un civisme environnemental.

On compte enfin 10 % de réponses trop diverses pour être rassemblées dans une catégorie signifiante

et surtout "37 % de "Sans réponse".

Tableau 21 Réponses regroupées à la question ouverte : En quoi consiste, selon vous, l'adaptation au changement climatique ?

	2014	2015	2016	2017	2018
Atténuation	14	15	20	23	16
Changer modes de vie	16	16	17	19	18
Adaptation	11	13	7	8	11
Education, civisme	1	2	1	2	2
Rien, opposé	3	2	2	2	2
Cultures	3	2	2	2	1
Territoires, migrations	3	2	2	1	2
Autres	14	13	14	16	10
SR	34	34	34	27	37
Total	100	100	100	100	100

Dans les quatre enquêtes considérées les résultats sont à peu près équivalents. Le taux de "Sans réponse" demeure très élevé (en augmentation dans la dernière enquête). Et une confusion semble persister entre mesures d'atténuation et d'adaptation, ce dernier concept générant peu de réponses réellement informées. Très clairement la distinction entre les deux concepts "d'atténuation" et "d'adaptation" demeure restreinte au monde de l'expertise.

Tableau 22 A votre avis qui serait le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (En premier)

	2015	2016	2017	2018
Chacun d'entre nous	33	33	33	36
Les Etats	25	28	28	27
Les instances internationales	19	15	15	15
Les entreprises	10	9	10	9
Personne	6	7	8	8
Les associations, fondations, la société civile	3	4	3	2
Les collectivités locales	3	3	3	3
SR	1	1	0	0
	100	100	100	100

Les réponses à cette question sont d'une grande stabilité : c'est la responsabilité "de chacun d'entre nous" qui est préférée pour résoudre le problème du réchauffement climatique (36 % en 2018. Le choix des Etats comme acteur le plus efficace pour résoudre le problème du réchauffement climatique vient au second rang (27 %) et celui des instances internationales en troisième. Le rôle des associations et des collectivités locales n'apparaît que de façon très marginale (2 % et 3 %).

3.5. Synthèse

• Evolutions temporelles

Nous l'avons vu tout au long de ce rapport, cette année de nombreux indices montrent qu'en 2018 la sensibilité environnementale (au sens où nous la mesurons ici) a légèrement reculé par rapport à l'année dernière. Les indices suivants de ces évolutions ont été relevés :

- Tableau 2 : le choix du "Changement climatique" comme première préoccupation du public passe de 30 % en 2017 à 22 % en 2018 (mais "La dégradation de la faune et de la flore" est plus souvent citée).
- Tableau 4 : la certitude estimée de la communauté scientifique quant à la thèse d'un changement de nature anthropique baisse de 71 % à 61 %.
- Tableau 5 : 30 % des répondants en 2018 pensent que "les scientifiques exagèrent les risques du changement climatique" contre 24 % en 2017.
- Tableau 6 : 55 % de notre échantillon estime que "Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont causés par l'effet de serre" contre 62 % en 2017.
- Tableau 7 : mais quand on oppose de façon binaire cause anthropique et cause naturelle l'écart avec l'année précédente est bien moindre (- 2 points de pourcentage).
- Tableau 13 : 53 % des répondants pensent qu' "Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation du changement climatique" contre 60 % en 2017.

• Evolutions structurelles

Pour évaluer de façon plus rigoureuse les évolutions constatées et analyser de façon synthétique les structures explicatives des représentations sociales, une typologie a été mise en place depuis l'enquête de 2014 . Nous en rappelons ici la construction et en fournissons les valeurs pour l'année en cours.

Trois catégories de répondants sont distinguées en fonction de leurs profils de réponse :

Convaincus :

- Le réchauffement est une certitude pour la plupart des scientifiques
- Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont causés par l'effet de serre (OU aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat)
- Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines
- Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques de réchauffement climatique

Sceptiques :

- Le réchauffement est une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord

- Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu (OU aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat)
- Il s'agit d'un phénomène naturel qui a toujours existé
- Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques de réchauffement climatique

Hésitants :

- Tout autre profil de réponse "mixte"

En triant cette typologie par les principales variables sociodémographiques et idéologiques on dresse un portrait de nos catégories de convaincus, sceptiques et hésitants

Tableau 23 : Convaincus Sceptiques et Hésitants

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Convaincus	44	48	42	51	41
Sceptiques	12	12	13	8	11
Hésitants	44	40	45	41	48
Total	100	100	100	100	100

Au total, cette typologie montre une diminution sensible des "convaincus" (de 51 % à 41 %), une légère augmentation des sceptiques (de 8 % à 11 %), un écart plus élevé des "hésitants" (de 41 % à 48 %).

Tableau 24 : Typologie selon les variables sociodémographiques et culturelles

Sexe	42	12	46	Total
Un homme	40	9	51	100
Une femme	41	11	49	100
Ensemble	41	11	48	100

Age	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	Total
	15-17	61	5	34
18-24	28	6	66	100
25-34	36	3	61	100
35-49	43	8	49	100
50-65	45	14	41	100
66-69	40	15	45	100
70 et +	40	21	39	100
Ensemble	41	11	48	100

Profession de la personne interrogée	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	Total

Agriculteurs	-			100
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	24	18	58	100
Cadres, prof. intellectuelles supérieures	48	7	44	100
Professions intermédiaires	52	7	41	100
Employés	45	8	47	100
Ouvriers	33	7	60	100
Retraités	39	17	44	100
Autres inactifs	31	8	61	100
Ensemble	41	11	48	100

Diplôme le plus élevé	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	Total
	CEP à BEPC	38	11	52
CAP BEP	48	7	46	100
Bac	35	14	51	100
Bac + 2	37	11	52	100
Universitaire	43	8	49	100
Scientifique	45	12	44	100
Ensemble	41	11	48	100

Revenu du foyer par Unité de Consommation	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	Total
	<= 1166,33	37	11	52
1166,34 - 1666,33	38	10	52	100
1666,34 - 2166,33	48	11	41	100
2166,34+	46	13	41	100
Ensemble	41	11	48	100

Parti le plus proche	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	Total
	Extrême gauche	53	7	40
PS	48	8	44	100
Ecolo	55	0	45	100
LREM MODEM	48	8	44	100
LR UDI	29	24	47	100
RN	30	20	50	100
Autres	53	6	42	100
Aucun	42	8	50	100
Ensemble	41	11	48	41

Note d'intérêt pour l'environnement	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	Total
	Moins de 8	22	17	61

Note 8	38	15	47	100
Note 9	43	8	48	100
Note 10	58	8	35	100
Ensemble	41	11	48	100

L'examen des variations de notre typologie en fonction des critères sociodémographiques et idéologiques permet de dégager les structures explicatives suivantes :

- L'âge est un facteur d'explication important : les pourcentages de "sceptiques" sont nettement plus élevés au-delà de 50 ans.
- Le statut social contribue pour partie aux écarts : Les professions intermédiaires, en particulier, sont plus souvent "convaincues".
- Le capital scolaire induit des différences : on est plus souvent "convaincu" quand on possède un niveau universitaire, notamment universitaire de niveau scientifique
- Les engagements idéologiques génèrent des différences marquantes : on note ici que les proches de "En Marche Modem" ont le même niveau de conviction que les proches du PS (48 %) alors que les proches des "Républicains" et du RN font preuve d'un scepticisme marqué (respectivement 24 % et 20 %)

On observe d'autre part de fortes relations entre notre typologie et le degré d'optimisme ou le pessimisme sur les conséquences de ces phénomènes comme le montre les tableaux suivants :

Si le réchauffement climatique continue, à votre avis, quelles seront les conséquences en France d'ici une cinquantaine d'années	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	Total
...les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques	54	4	42	100
...il y aura des modifications de climat mais on s'y adaptera sans trop de mal	20	26	54	100
...le réchauffement aura des effets positifs pour l'agriculture et les loisirs	22	19	59	100
Ensemble	41	11	48	100

Tableau 25 : Perceptions des conséquences du changement climatique selon la typologie

	...les conditions de	...il y aura des	...le réchauffement	Total

	vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques	modifications de climat mais on s'y adaptera sans trop de mal	aura des effets positifs pour l'agriculture et les loisirs	
Convaincus	84	15	1	100
Sceptiques	21	74	4	100
Hésitants	60	37	3	100
Ensemble	66	32	2	100

De même, les "convaincus" sont plus nombreux (71 %) à penser que le réchauffement climatique ne sera probablement pas limité à des niveaux acceptables d'ici la fin du siècle contrairement aux "sceptiques" dont 71 % pensent, au contraire, que cette limitation sera possible (Tableau 26) :

Tableau 26 : Pensez-vous que le réchauffement climatique sera limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle ?

	Oui, certainement	Oui, probablement	Non, probablement pas	Non, certainement pas	
Convaincus	1	21	64	13	100
Sceptiques	18	49	23	10	100
Hésitants	6	42	41	11	100
Ensemble	6	34	49	12	100

Pour rendre compte de façon plus rigoureuse du pouvoir explicatif de ces différents facteurs une régression logistique a été effectuée en prenant pour variable dépendante le pourcentage de "convaincus" puis les pourcentages de "sceptiques" et en choisissant comme variables explicatives :

- Le genre
- L'âge
- Le niveau d'étude
- Le revenu du foyer
- La proximité politique
- L'intérêt pour l'environnement
- Le sentiment subjectif de risque

Les résultats montrent que la seule variable générant de façon statistiquement significative ¹⁶ des écarts (toutes choses égales par ailleurs) est dans les trois cas (convaincus, sceptiques, hésitants) le

¹⁶ Au seuil minimal de probabilité de 0.05

degré d'intérêt pour l'environnement.

4. Le cas des décideurs économiques

Rappelons que l'analyse des représentations sociales des "Décideurs économiques" se fonde sur les résultats d'un sondage téléphonique administré du 6 au 26 juillet 2018 à un échantillon représentatif de 505 dirigeants d'entreprises de 50 salariés et plus, constitué selon la méthode des quotas au regard des critères de taille d'entreprise et de secteur d'activité. On a volontairement évité de sélectionner au sein du premier cercle des dirigeants l'éventuel directeur de l'environnement ou du développement durable de façon à ne pas privilégier d'emblée les réponses les plus orientées par la fonction. Les fonctions directoriales recherchées ont donc été les suivantes : Président Directeur Général, Directeur financier, Directeur commercial, Directeur recherche, Directeur Technique.

Les réponses seront dans un premier temps comparées à celles de l'échantillon du grand public que nous venons d'analyser (en suivant le même plan de présentation). Puis nous décrirons leurs réponses à une série de questions spécifiques, enfin nous proposerons une synthèse en mettant en regard les réponses des décideurs économiques avec les indicateurs sociodémographiques et avec les réponses aux questions spécifiques.

4.1 La place de l'environnement.

Tableau 27 Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante aujourd'hui pour la France ? (En premier)

	Public	Décideurs économiques
L'emploi	22	22
L'environnement	8	17
La sécurité des biens et des personnes	8	14
L'éducation et la recherche	4	10
Les impôts et taxes	9	8
Les inégalités	10	6
Les déficits publics et la dette de l'Etat	7	5
L'immigration	19	4
La hausse des prix	8	4
Le logement	3	2
Les banlieues	2	1

La prise en compte de l'enjeu premier des décideurs économiques montre des différences assez marquées avec le public. En effet le choix de "l'environnement" comme enjeu prioritaire est nettement plus fréquent parmi les décideurs économiques (17 % contre 8 %) la différence se faisant à l'inverse avec le thème de "l'immigration" beaucoup plus fréquent dans la population générale que parmi les décideurs économiques (19 % contre 4 %).

4.2 La place de l'effet de serre / changement climatique

Tableau 28 : Je vais vous citer un certain nombre de problèmes d'environnement. Quels sont les deux qui vous semblent les plus préoccupants ?

	Public	Décideurs économiques
L'effet de serre /Le changement climatique	22	24
La lutte contre la pollution de l'air	18	22
La pollution de l'eau	12	21
La dégradation de la faune et de la flore	22	12
Les déchets ménagers	8	10
Les risques du nucléaire	8	5
Le bruit	5	3
La dégradation des paysages	3	2
Sans Réponse	2	1

L'examen des différences concernant, non plus l'enjeu environnemental comparé aux autres enjeux de société, mais les variétés de l'enjeu environnemental, fait apparaître quelques écarts, moins marqués que précédemment : le choix du "changement climatique" ne diffère guère entre les deux échantillons (22 % dans le public contre 24 % parmi les décideurs économiques). Mais les décideurs économiques sont moins soucieux que le public de "la dégradation de la faune et de la flore" (12 % contre 22 %).

4.3 Définition, causes conséquences

Tableau 29 En quoi consiste, selon vous, à quoi est du le changement climatique ? (question ouverte)

Réponses regroupées :	Public	Décideurs économiques
La pollution, les déchets	31	45
Activités humaines	26	19
Des gaz, le CO2	5	9
Autres réponses	7	8
Sur consommation		6
Climato sceptique	9	4
Chaleur, réchauffement	5	2
Effet de serre	2	2
Surpopulation	1	2
Couche d'ozone	2	1
Sans réponse	12	2

Les réponses à cette question "ouverte" montrent une forte polarisation des décideurs économiques sur les thèmes "de la pollution, les déchets". Un léger supplément de mentions "Gaz CO²" (9 % contre 4%) et un "climato-scepticisme" réduit 4 % contre 9% parmi les décideurs économiques.

Tableau 30 A votre avis, lorsque l'on parle aujourd'hui du réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à l'augmentation de l'effet de serre, est-ce plutôt ?

	Public	Décideurs économiques
Une certitude pour la plupart des scientifiques	61	75
Une hypothèse sur laquelle les scientifiques ne sont pas tous d'accord	39	25

Les décideurs économiques sont plus souvent assurés de l'unanimité de la communauté scientifique quant au mécanisme du réchauffement climatique à 75 % contre 61%.

Tableau 31 On entend parfois des critiques contre les scientifiques qui étudient les évolutions du climat, disant qu'ils exagèrent les risques de changement climatique. D'autres disent au contraire que les scientifiques évaluent correctement les risques. Quelle est votre opinion à ce propos ?

	Public	Décideurs économiques
Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques du changement climatique	30	19
Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques du changement climatique	70	81

Là aussi on note un écart important dans l'évaluation de la rigueur des évaluations des scientifiques puisque 81 % des décideurs économiques estiment que ceux-ci "évaluent correctement les risques du changement climatique" contre 70 % du public.

Tableau 32 : De ces trois opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre :

	Public	Décideurs économiques
Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont causés par l'effet de serre	55	46
Les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont des phénomènes naturels comme il y en a toujours eu	21	23
Aujourd'hui, personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat	23	32

Malgré ces évaluations très positives, les décideurs économiques font preuve d'une certaine prudence dans l'identification des causes des désordres climatiques : 32 % d'entre eux, en effet, choisissent la réponse exprimant une incertitude contre 46 % affirmant la certitude de la responsabilité de l'effet de serre (contre 55 % dans le public).

Tableau 33 La plupart des scientifiques affirment que le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines, mais certains scientifiques affirment au contraire qu'il s'agit d'un phénomène naturel qui a toujours existé. Vous-même qu'en pensez-vous ?

	Public	Décideurs économiques
Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines	74	74
Il s'agit d'un phénomène naturel qui a toujours existé	26	26

Toutefois lorsque l'opposition entre cause anthropique et cause naturelle prend une forme binaire (la réponse d'incertitude n'étant pas proposée), les décideurs économiques se prononcent dans les mêmes proportions que le public en faveur de la cause anthropique.

Tableau 34 Aujourd'hui, on entend parler du changement climatique dans la presse ou à la télévision. Selon vous, on parle trop du changement climatique, on en parle suffisamment, ou on n'en parle pas assez ?

	Public	Décideurs économiques
On parle trop du réchauffement	16	10
On en parle suffisamment	42	50
On n'en parle pas assez	42	41

Sur ce point les décideurs économiques, comparés au public, plaident davantage pour un maintien du statu quo dans les media : 50 % d'entre eux estiment que le niveau de communication sur ces questions est "suffisant" contre 42 % dans le public dont une fraction un peu plus nombreuse estime que l'on parle en trop (16 % contre 10 parmi les décideurs économiques).

Tableau 35 Pour chacune des activités que je vais vous citer, dites-moi si, d'après ce que vous savez, elle contribue beaucoup, assez, peu ou pas du tout à l'effet de serre ?

Réponses "beaucoup + assez"	Public	Décideurs économiques
Les activités industrielles	95	96
Les centrales de production d'électricité au gaz au charbon et au fuel	93	94
Les transports	91	94
La destruction des forêts	90	92
Les bombes aérosols	82	82
Les bâtiments (chauffage, éclairage, électroménager)	87	83
Le traitement des déchets	82	83
L'agriculture (culture et élevage)	79	74
Les centrales nucléaires	60	66
L'activité volcanique	62	63

L'évaluation des risques représentés par une série d'activités très variée ne diffère pratiquement entre décideurs économiques et public.

Tableau 36 : Si le changement climatique continue, à votre avis, quelles seront les conséquences en France d'ici une cinquantaine d'années ?

	Public	Décideurs économiques
Les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles à cause des dérèglements climatiques	66	48
Il y aura des modifications de climat mais on s'y adaptera sans trop de mal	32	49
Le réchauffement aura des effets positifs pour l'agriculture et les loisirs	2	3

Les décideurs économiques évaluent de façon beaucoup plus optimiste les conséquences concrètes du changement climatique : 49 % d'entre eux estiment en effet que "l'on s'adaptera sans trop de mal aux modifications de climat" contre seulement 32 % dans public soit une proportion à peu près égale (48) à ceux qui croient au contraire que les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles (66 % dans le public).

Tableau 37 Quels sont les aspects du changement climatique qui vous inquiètent le plus (en premier)

	Public	Décideurs économiques
L'augmentation des catastrophes naturelles (tempêtes, inondations, effondrement des côtes)	50	43
Les conflits politiques et sociaux dues aux crises alimentaires et économiques	10	15
Le réchauffement des températures notamment en été	9	13
Le développement de nouvelles maladies dans des zones auparavant épargnées	7	10
Les migrations de population	17	9
Les conflits entre Etats	4	9
Aucun	3	1

Comme le public, mais dans une moindre proportion, les décideurs économiques sont frappés par les aspects les plus spectaculaires induits par le changement climatique : 43 % retiennent en effet "l'augmentation des catastrophes naturelles" comme aspect le plus inquiétant du changement climatique (contre 50 % dans le public). Ils sont en, revanche nettement moins inquiets que le public des "migrations de population" ce qui confirme la différence observée sur le même point dans le Tableau 27.

Tableau 38 Pensez-vous que le changement climatique sera limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle ?

	Public	Décideurs économiques
Oui, certainement	5	12
Oui, probablement	34	46

Non, probablement pas	49	30
Non, certainement pas	12	13

Signe, à nouveau, d'un certain optimisme des décideurs économiques, 58 % d'entre eux estiment que "le changement climatique sera limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin du siècle " alors que cette même réponse n'est choisie que par 49 % du public.

4.4 Atténuation, adaptation

Tableau 39 : De ces quatre opinions, laquelle se rapproche le plus de la vôtre ? ¹⁷

	Public	Décideurs économiques
Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour empêcher l'augmentation du changement climatique	10	14
Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation du changement climatique	53	64
C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial l'augmentation du changement climatique	20	13
Il n'y a rien à faire le changement climatique est inévitable	17	8

L'implication de chacun d'entre nous par une inflexion des modes de vie est affirmée de façon dominante aussi bien dans l'échantillon standard que parmi les décideurs économiques. Mais dans ce second cas le pourcentage de sélection de cette réponse atteint deux tiers des répondants (64 %), contre seulement un peu plus de la moitié (54 %) des répondants de l'enquête standard. Au-delà de ce premier enseignement, les décideurs économiques diffèrent encore du public par l'affirmation d'un certain volontarisme (notamment une plus grande confiance dans la solution technique) tandis que le public montre une tendance plus marquée à s'en remettre à l'action de l'Etat (20 % contre 13 % parmi les décideurs économiques) ou à se résigner à l'inaction devant un changement climatique jugé inévitable (17 % contre 8 %).

Tableau 40 Considérez-vous ces changements comme une opportunité ou une contrainte ?

	Public	Décideurs économiques
Une opportunité	47	43
Une contrainte	53	57

Comme le public mais dans une plus forte proportion, les décideurs économiques jugent que ces changements représentent une contrainte (57 %) plutôt qu'une "opportunité".

¹⁷ La comparaison avec les années antérieures à 2006 n'est pas possible car dans ces enquêtes la réponse "C'est aux Etats de réglementer, au niveau mondial l'augmentation de l'effet de serre" n'était pas proposée.



Tableau 41 Si des changements importants s'avèrent nécessaires dans nos modes de vie, à quelles conditions les accepteriez-vous ? En premier ?

	Public	Décideurs économiques
Qu'ils restent dans des proportions modérées, je ne suis pas prêt à accepter des changements radicaux dans mon mode de vie	12	11
Que les inconvénients soient compensés par d'autres avantages (plus de temps libre, plus de solidarité, etc.)	10	10
Qu'ils soient partagés de façon juste entre tous les membres de notre société	47	37
Qu'ils soient décidés collectivement, je veux avoir mon mot à dire	16	21
Je les accepterais dans tous les cas	16	21

Dans les deux échantillons, public et décideurs économiques, c'est le principe d'équité qui est mobilisé comme première modalité de soumission à ces changements avec cependant une domination plus marquée de ce critère dans le public (47 % contre 37 %).

Tableau 42 Je vais vous citer des mesures que l'on pourrait adopter pour lutter contre l'effet de serre. Pour chacune d'entre elles vous me direz si elle vous semblerait très souhaitable, assez souhaitable, pas vraiment souhaitable ou pas du tout souhaitable

Réponse "très ou assez" souhaitable	Public	Décideurs économiques	Ecart (Décideurs économiques - Public)
Réduire le gaspillage alimentaire de moitié	94	97	+3
Développer les énergies renouvelables même si dans certains cas les coûts de production sont plus élevés pour le moment	84	93	+ 9
Favoriser l'usage (voies de circulation, place de stationnement réservées, etc.) aux véhicules peu polluants ou partagés (covoiturage)	72	93	+ 21
Obliger les propriétaires à rénover et à isoler les logements lors d'une vente ou d'une location	68	82	+ 14
Installer dans les foyers des compteurs électriques qui analysent les consommations pour permettre aux gens de faire des économies d'énergies	65	82	+17
Augmenter le prix des produits de consommation qui sont acheminés par des modes de transport polluant	67	80	+ 13
Taxer davantage les véhicules les plus émetteurs de gaz à effet de serre	63	78	+ 15
Obliger la restauration collective publique à proposer une offre de menu végétarien, biologique et/ou local	69	75	+ 6
Augmenter la taxe carbone	51	69	+ 18
Taxer le transport aérien pour favoriser le transport par train	57	66	+ 9
Densifier les villes en limitant l'habitat pavillonnaire au profit d'immeubles collectifs	37	63	+ 26

Abaisser la vitesse limite sur autoroute à 110 km/heure	39	49	+ 10
---	----	----	------

L'acceptation de ces douze mesures de politiques publiques destinées à "lutter contre l'effet de serre" est sans exception beaucoup plus marquée dans l'échantillon des décideurs économiques. Les écarts vont jusqu'à un maximum de + 26 points de pourcentage sur la question de la limitation de l'habitat pavillonnaire.. Les plus fortes convictions de l'échantillon des décideurs économiques et leur volontarisme plus affirmé face aux conséquences du changement climatique contribuent vraisemblablement à rendre compte des écarts observés. On objectera que ces différences pourraient être dues, au moins pour partie, à l'utilisation dans le cas des décideurs économiques d'un mode d'interview par téléphone c'est à dire en interaction avec un enquêteur (trice) contrairement au cas du public qui rédige hors de toute écoute ou regard ses propres réponses "en ligne". Dans cette hypothèse le classique effet de "désirabilité sociale" qui incline à donner plus aisément des réponses de convenances pourrait trouver ici une nouvelle illustration. Toutefois, le fait que l'on observe pas d'écarts systématiques du même ordre qu'ici à la série de questions concernant les comportements individuels, encore plus impliquants pour le répondant (voir plus loin le Tableau 44) ne conduit pas à retenir ce facteur comme prépondérant dans l'explication.

Tableau 43 : Parmi les actions suivantes, quelles sont les deux qui vous paraîtraient les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ? En premier ?

	Public	Décideurs économiques
Utiliser les transports en commun ou tout autre mode de déplacement alternatif (vélo, marche)	12	18
Consommer moins ou consommer des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	19	14
Développer les énergies renouvelables pour son logement (solaire, pompes à chaleur)	23	12
Acheter de préférence des voitures consommant moins de carburant	9	12
Mieux isoler son logement	11	11
Ne pas se déplacer seul en voiture ou faire du covoiturage ou faire de l'auto-partage	5	11
Réduire et trier ses déchets	13	9
Acquérir pour son habitation un chauffage plus performant	3	7
Utiliser des appareils ménagers qui dépensent moins d'énergie	4	6

Ici pas de différences majeures entre nos deux publics sinon un moindre choix du développement des ENR chez les décideurs économiques au profit, notamment, de solutions de mobilité plus vertueuses : "l'utilisation de transport en commun" (+ 6 points de pourcentage) les déplacements en voiture avec plusieurs passagers ou en co-voiturage (+6) et "l'achat de voitures consommant moins de carburant" (+ 3).

Tableau 44 Je vais vous citer des actions qui pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre ; Pour chacune, dites-moi si ...vous le faites déjà ou ...vous pourriez le faire assez facilement ou ... vous pourriez le faire mais assez difficilement ou ...vous ne pouvez pas le faire

	Vous le faites déjà	
	Public	Décideurs économiques
Trier les déchets	84	75
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	68	67
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée	72	64
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été	63	55
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	54	53
Consommer moins	49	46
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	36	46
Choisir des produits avec peu d'emballage	41	45
Limiter la consommation de viande de mon foyer	47	40
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	37	35
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs	38	29
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage	20	28
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	31	26

Globalement la hiérarchie des réponses signifiant des acquis ne diffère pas sensiblement entre public d'ensemble et décideurs économiques. Toutefois, quand ils existent, les écarts entre les deux échantillons n'ont rien de systématique. Les décideurs économiques semblent parfois plus novateurs que le public par exemple quand ils privilégient le choix de produits "ayant moins d'impacts sur l'environnement" (+ 10 points de pourcentage) ou "avec peu d'emballage" (+4) mais non quand il s'agit de "limiter la consommation de viande" (- 7). Est aussi confirmé le choix de modes de mobilité plus vertueux avec le covoiturage (+ 8 points de pourcentage parmi les décideurs économiques) mais non avec "l'utilisation de transports en commun (-5) ni surtout avec la perspective de "ne plus prendre l'avion pour ses loisirs (- 9).

	Vous pourriez le faire assez facilement	
	Public	Décideurs économiques
Choisir des produits avec peu d'emballage	45	44
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	47	43
Consommer moins	35	43
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	33	40
Limiter la consommation de viande de mon foyer	29	39
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage	28	37
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été	21	36
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs	25	36
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée	20	32
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	21	31
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	20	29
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	24	28
Trier les déchets	11	24

	Vous pourriez le faire mais difficilement	
	Public	Décideurs économiques
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	22	29
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	21	23
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs	20	23
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage	28	22
Limiter la consommation de viande de mon foyer	16	17
Consommer moins	12	10
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	12	9
Choisir des produits avec peu d'emballage	11	9
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été	10	7
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	9	6
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	5	3
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée	4	3
Trier les déchets	3	1

	Vous ne pouvez pas le faire	
	Public	Décideurs économiques
Utiliser les transports en commun plutôt que la voiture	27	17
Ne plus prendre l'avion pour ses loisirs	17	13
Faire du covoiturage ou de l'auto-partage	25	12
Se déplacer en vélo (ou à pied) plutôt qu'en voiture	21	11
Limiter la consommation de viande de mon foyer	8	4
Baisser la température de son logement de deux ou trois degrés l'hiver et /ou limiter la climatisation à 26° en été	5	2
Choisir des produits ayant moins d'impacts sur l'environnement (écolabels)	5	2
Eteindre les appareils électriques qui restent en veille	3	2
Choisir des produits avec peu d'emballage	3	2
Consommer moins	4	1
Couper mon chauffage et mon chauffe-eau en cas d'absence prolongée	4	1
Trier les déchets	2	1
Veiller à acheter des légumes locaux et de saison	3	1

Tableau 45 Je vais vous citer un certain nombre d'évènements et vous demander, pour chacun d'entre eux, s'ils pourraient vous inciter à investir dans les énergies renouvelables (l'isolation ou des équipements plus performants, dans votre maison) (Réponse : "Oui, tout à fait" "Oui plutôt")

	Public	Décideurs économiques	Ecart (Décideurs économiques-Public)
La baisse du prix des équipements ou des travaux	91	97	+6
Une augmentation des soutiens financiers comme des crédits d'impôt, des prêts bancaires avantageux ou des tarifs de rachat	88	92	+4
Une information démontrant la fiabilité et la performance des équipements ou des travaux	83	91	+8
Une labellisation des artisans garantissant une installation de qualité des équipements ou des travaux.	80	88	+8
L'accélération du changement climatique	72	88	+16
La possibilité de faire garantir la qualité de l'installation ou des travaux par un contrôle technique	74	81	+7
Le financement des investissements par une entreprise spécialisée, que vous remboursez en lui donnant la différence entre votre ancienne facture d'énergie et la nouvelle, ...	72	81	+ 9
Un bonus et/ou un malus de la taxe foncière ou des frais de notaires pour les propriétaires en fonction de la performance énergétique de leurs biens immobiliers	66	74	+ 8
L'augmentation du prix de l'énergie que vous utilisez aujourd'hui principalement (gaz, fioul, électricité)	51	73	+ 22

Ici à nouveau on note des écarts systématiques entre public et décideurs économiques dans le sens d'une plus grande réactivité des décideurs économiques aux mesures susceptibles de conduire à investir dans les ENR domestiques. Les différences sont particulièrement marquées dans le cas de "l'augmentation du prix de l'énergie" (+ 22 points de pourcentage pour les décideurs économiques) et dans celui de "L'accélération du changement climatique" (+ 16).

Tableau 46 Pensez-vous que votre territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ?

	Public	Décideurs économiques
Oui, certainement	26	41
Oui, probablement	59	48
Non, probablement pas	12	7
Non, certainement pas	2	4

Confirmant encore une fois avec cette question leur tendance à privilégier des interventions volontaristes, cette fois en termes d'adaptation, 41 % des décideurs économiques prévoient "certainement" que leur territoire "Sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques" contre 26 % du public.

Tableau 47 Réponses regroupées à la question ouverte : En quoi consiste, selon vous, l'adaptation changement climatique ?

	Public	Décideurs économiques
Atténuation	16	45
Changer modes de vie	18	30
Adaptation	11	10
Autres	10	5
Education, civisme	2	4
Territoires, migrations	2	2
Rien, opposé	2	0
Cultures	1	0
SR	37	4

Cette question "ouverte" destinée à tester la compréhension du terme "d'adaptation" génère une grande incompréhension dans le public dont 37 % ne fournissent pas de réponse. Les décideurs économiques font preuve d'une plus grande familiarité apparente avec ce terme puisque leur taux de "Sans réponse" ne s'élève qu'à 4%. Mais l'examen du contenu des réponses démontre que, même dans ce public mieux informé, la confusion entre les deux concepts "d'atténuation" et "d'adaptation" demeure fréquente.

Tableau 48 A votre avis qui serait le plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique (En premier)

	Public	Décideurs économiques
Chacun d'entre nous	36	43
Les Etats	27	20
Les instances internationales	15	14
Les entreprises	9	8
Les associations, fondations, la société civile	2	6
Les collectivités locales	3	6
Personne	8	3

Les décideurs économiques font davantage confiance à "chacun d'entre nous" pour résoudre le problème du changement climatique : 43 % contre 36 % dans le public, alors que le public a une préférence un peu plus marquée pour la délégation de l'action à "L'Etat". Un écart du même sens a été observé plus haut (Tableau 39).

4.5 Synthèse

L'ensemble des comparaisons qui ont été faites entre les réponses du public et celles des décideurs économiques peuvent être regroupées en deux tendances générales :

- les décideurs économiques sont en règle générale plus souvent convaincus que le public de la réalité du changement climatique et de son caractère anthropique
- les décideurs économiques font preuve de plus d'optimisme et de volontarisme que le public quant aux possibilités de remédier au changement climatique. Ils acceptent du reste plus volontiers que le public les mesures de régulation publiques.

Reprenons les éléments sur lesquelles s'appuient ces deux éléments de synthèse des résultats de cette comparaison :

Tableau 27 : les décideurs économiques choisissent plus fréquemment "l'environnement" comme enjeu général prioritaire (17 % contre 8 %)

Tableau 28 : les décideurs économiques choisissent un peu plus souvent l'enjeu "effet de serre changement climatique" dans la liste des enjeux environnementaux (24 % contre 22%).

Tableau 30 : les décideurs économiques sont plus souvent convaincus de la quasi unanimité de la communauté scientifique quant à la théorie du changement climatique (75 % contre 61 %)

Tableau 31 : les décideurs économiques estiment plus souvent que les scientifiques évaluent correctement les risques du changement climatique (81 % contre 70 %)

Tableau 36 : les décideurs économiques pensent plus souvent que le public que l'on s'adaptera "sans trop de mal aux modifications du climat" (49 % contre 32 %).

Tableau 38 : les décideurs économiques pensent plus souvent que le public que "le changement climatique sera limité à des niveaux acceptables" (58 % contre 49 %).

Tableau 39 : les décideurs économiques estiment plus fréquemment que le public qu'il faudra "modifier nos modes de vie" (64 % contre 53 %).

Tableau 42 : les décideurs économiques souhaitent plus souvent que le public qu'il serait souhaitable d'adopter une série de mesures destinées à "lutter contre l'effet de serre".

Tableau 45 : les décideurs économiques sont plus enclins que le public à investir dans les énergies renouvelables si certaines conditions changent.

Tableau 48 : les décideurs économiques estiment plus souvent que "chacun d'entre nous serait plus efficace pour résoudre le problème du changement climatique" 43 % contre 36 %

4.6 Questions spécifiques

Les questions rédigées en sus du questionnaire principal à l'intention des seuls décideurs économiques peuvent être sommairement regroupées sous trois têtes de chapitre :

- **Mesures d'exposition objectives aux enjeux du changement climatique (Tableaux 49 à 52).**
- **Mesures d'exposition subjectives aux enjeux du changement climatique (Tableaux 53 à 55)**
- **Souhaits en faveur de l'adoption de politiques de réduction des GES (Tableaux 56 à 58).**

Pour plus de commodité, nous en décrivons les résultats globaux en les regroupant selon cette logique de classement :

- **Mesures d'exposition objectives aux enjeux du changement climatique :**

Tableau 49 Votre activité s'exerce-t-elle principalement... ?

En B to B	62
En B to C	38
Total	100

Tableau 50 Votre entreprise est-elle soumise ou non...

	Bilan GES	Audits énergie	Marchés quotas carbone	Reporting extra financier
--	-----------	----------------	------------------------	---------------------------

Oui	26	32	19	19
Non	72	66	78	78
SR	2	2	3	3

Tableau 51 Votre activité est-elle soumise significativement à la concurrence... ?

	Européenne	Mondiale (hors Europe)	Uniquement nationale
Oui	19	29	66
Non	81	71	34

Tableau 52 Votre activité est-elle concernée par les enjeux suivants relatifs au changement climatique ? (Plusieurs réponses possibles)

La réduction des consommations d'énergies fossiles	31
Le développement des EnR	26
Les modifications climatiques (température, sécheresse)	26
L'augmentation des catastrophes naturelles	21
La modification des rendements agricoles	15
L'augmentation du coût de l'énergie	45
La hausse des tensions géostratégiques et des migrations	13
/ Aucun	26
	204

Pour les quatre indicateurs retenus, les réponses indiquant une implication de l'entreprise du répondant sur ce critère ne dépasse généralement pas un tiers des cas, à l'exception de la première (exercer en B to B, 62 %). Ainsi pour ce qui est de l'obligation de respecter certaines réglementations les réponses culminent à 32 % pour les "Audits énergie", pour ce qui est de l'exposition à la concurrence mondiale, 29 % pour l'exposition à des conditions externes changeantes : 45 % dans le cas de l'augmentation du coût de l'énergie.

- **Mesures d'exposition subjectives aux enjeux du changement climatique :**

Tableau 53 Ces enjeux représentent-ils pour votre activité... ?

Une opportunité	27
Une menace	29
Ni l'un ni l'autre	45
Total	100



Tableau 54 D'après vous, l'activité de votre entreprise a-t-elle un impact sur le changement climatique ? (Plusieurs réponses possibles)

Oui, en raison de l'activité de vos fournisseurs (inputs, matières premières, ressources utilisés),	25
Oui, en raison de la fabrication de vos produits ou services (process de production, etc.)	31
Oui, en raison de l'utilisation de vos produits ou services par vos clients	32
Non, elle n'a pas d'impact	41
Total	129

Tableau 55 La politique environnementale et climatique dans votre entreprise est-elle principalement destinée à... ? - En premier ?

Réduire les risques physiques sur les installations	7
Réduire les risques d'approvisionnements	6
Optimiser la productivité (réduction des coûts...)	11
Développer de nouveaux marchés et renforcer la compétitivité (innovation...)	8
Améliorer l'image externe de l'entreprise et diminuer les risques clients	20
Améliorer l'image interne de l'entreprise vis-à-vis de ses salariés afin de favoriser leur implication	18
Satisfaire aux règles juridiques et réglementaires (normes, obligations d'affichage et de reporting)	17
Autre	0
Rien de tout cela, votre entreprise n'a pas développé de politique environnementale (NSP)	13
	0

Dans cette seconde catégorie aussi les réponses positives pour l'indicateur sont cette fois sans exception inférieures à un tiers de l'échantillon le maximum étant atteint avec " Un impact sur le changement climatique ... en raison de l'utilisation de vos produits ou services par vos clients". Pour la question des buts assignés à la politique environnementale de l'entreprise, il est frappant de constater que les deux premiers cités mentionnent l'amélioration de l'image (externe et interne) de l'entreprise (Tableau 55).

- **Souhaits en faveur de l'adoption de politiques de réduction des GES**

Tableau 56 Je vais vous citer des mesures qui pourraient être adoptées en vue de la réduction des gaz à effet de serre des entreprises. Pour chacune d'entre elles diriez-vous que vous y êtes... ?

	Très favorable	Plutôt favorable	Total Favorable	Plutôt pas favorable	Pas du tout favorable	Total
Faciliter l'accès au financement en fonction des performances climat de l'entreprise	23	68	91	6	4	100
Généraliser les obligations de reporting environnemental des entreprises	19	66	85	8	7	100

Moduler la fiscalité en fonction de l'impact carbone de l'activité des entreprises	24	63	87	7	5	100
Renforcer la réglementation sur les émissions de GES y compris à l'international	30	59	89	8	3	100
Renforcer les aides financières pour mettre en place des mesures de réduction des GES	32	62	94	3	3	100
Apporter plus de conseil et de la formation pour mettre en place des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique	30	65	95	4	2	100

Tableau 57 Vous avez dit être plutôt opposé à certaines de ces mesures. Quelles sont les principales raisons de votre opposition ? - En premier ?

La lourdeur administrative	35
Les distorsions de concurrence que cela pourrait induire (cela nuirait à ma compétitivité)	7
Il y a plus urgent ou stratégique pour mon entreprise	17
Le manque de visibilité en raison de l'instabilité réglementaire	12
L'Etat intervient déjà trop dans la vie économique	19
L'absence de marges de manœuvre pour s'adapter à ce type mesure	8
Autre	1
(NSP)	1

Tableau 58 Plusieurs dirigeants d'entreprises ont appelé à l'instauration d'un prix élevé du carbone. Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre Y êtes-vous... ?

Très favorable	16
Plutôt favorable	68
Plutôt pas favorable	8
Pas du tout favorable	8
Total	100

Les décideurs économiques se montrent favorables à toutes "Les mesures qui pourraient être adoptées en vue de la réduction des gaz à effet de serre des entreprises" à des niveaux très élevés (Tableau 56). Quand ils s'opposent à certaines d'entre elles c'est en raison de " La lourdeur administrative" qu'elle pourrait entraîner.

Enfin, ils sont très majoritairement partisans de l'instauration d'un prix élevé pour le carbone.

Pour résumer ces indicateurs d'enjeux et rechercher dans quelle mesure ils sont liés aux autres variables présentes dans cette enquête, on a construit un "Indicateur synthétique des enjeux objectifs" en procédant au calcul du nombre de fois où le répondant donne une réponse positive à la série de questions mesurant la soumission de son entreprise aux enjeux du réchauffement climatique soit la liste de question suivante :

Votre entreprise est-elle soumise ou non... ?

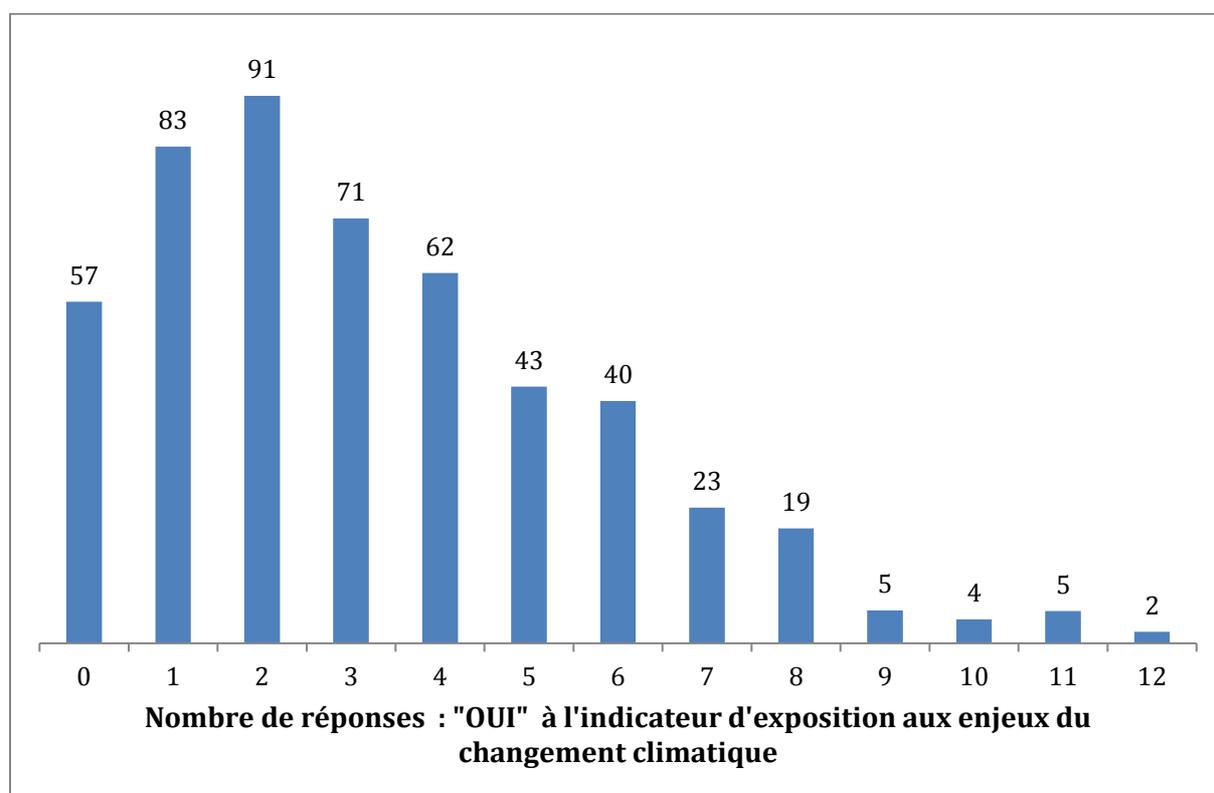
Bilan GES : OUI
Audits énergie : OUI
Marchés quotas carbone : OUI
Reporting extra financier : OUI

Votre activité est-elle soumise significativement à la concurrence... ?

Européenne : OUI
Mondiale (hors Europe) : OUI

Votre activité est-elle concernée par les enjeux suivants relatifs au changement climatique ?

La réduction des consommations d'énergies fossiles : OUI
Le développement des EnR : OUI
Les modifications climatiques (température, sécheresse) : OUI
L'augmentation des catastrophes naturelles : :OUI
La modification des rendements agricoles : OUI
Votre activité est-elle concernée par les enjeux suivants relatifs au changement climatique ?
L'augmentation du coût de l'énergie : OUI
La hausse des tensions géostratégiques et des migrations : OUI
Cet indicateur peut donc en théorie varier de 0 à 13 selon les fréquences de réponses "OUI". En réalité les résultats obtenus par ce calcul sont les suivants :



On le lit aisément dans ce graphique : la grande majorité des entreprises se situent entre 1 et 3 facteurs d'implication la valeur modale (91 cas) se situant à 2. Pour rendre cet indicateur plus aisé à utiliser et plus significatif, nous en avons regroupé les effectifs de la façon suivante (Tableau 59) :

Tableau 59 Fréquences regroupées de "OUI" à l'indicateur d'exposition objective aux enjeux du changement climatique

Nombre de réponses "OUI"	%
De 0 à 1	28
2 à 3	32
4 à 6	29
7 et plus	12
Total	100

Pour obtenir une synthèse des résultats observés avec les décideurs économiques comparable celle du public nous avons construit la même typologie (voir la description de la méthode plus haut en page 29) :

Tableau 60 : Convaincus Sceptiques et Hésitants

	Public	Décideurs économiques
Convaincus	41	47
Sceptiques	11	4
Hésitants	48	49

Notre typologie permet de prendre la mesure synthétique des écarts entre les représentations des décideurs économiques et celles du public. Les résultats montrent que, comparé au public dans son ensemble, les décideurs économiques sont nettement plus "convaincus" (plus 6 points de pourcentages), moins "sceptiques" (moins 7 points de pourcentage) mais à peu près aussi "hésitants" (plus 1 point de pourcentage) que le public de la réalité du changement climatique.

Comme nous l'avons fait plus haut pour le public, nous décrivons ci-dessous les relations entre données sociodémographiques et idéologiques et typologie en y ajoutant les données contextuelles c'est à dire les caractéristiques de l'entreprise du répondant.

Tableau 61 Indicateurs sociodémographiques

Sexe	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
Un Homme	45	5	50	100
Une Femme	49	4	47	100
Ensemble	47	4	49	100

Age	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
Moins de 35 ans	45	2	53	100
35 à 44 ans	51	2	46	100

45 à 54 ans	45	6	49	100
Plus de 54 ans	45	7	48	100
Ensemble	47	4	49	100

Diplômes	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
Bac	41	3	56	100
Bac + 2	43	7	50	100
Supérieur, Commerce, Droit Littéraire	44	5	51	100
Supérieur scientifique	54	3	44	100
Ensemble	47	4	49	100

Revenu du foyer	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
Moins de 36 000 €	49	3	48	100
36 000-41 999 €	42	7	51	100
42 000-59 999 €	42	3	55	100
60 000€ et +	53	6	41	100
Ensemble	47	4	49	100

RAPPEL: Ensemble grand public	41	11	48	100
----------------------------------	----	----	----	-----

Tableau 62 Indicateurs idéologiques

Sympathie pour les mouvements écologistes ?	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
...beaucoup de sympathie ?	55		45	100
...assez de sympathie ?	51	2	47	100
...peu de sympathie ?	39	10	51	100
...pas de sympathie du tout ?	26	9	65	100
Ensemble	47	4	49	100

Note d'intérêt pour l'environnement	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
De 1 à 7	42	7	52	100
8	52	4	45	100
9	40	1	58	100
10	48	5	47	100
Ensemble	47	4	49	100



Position sur une échelle Gauche/droite	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
Gauche	46		54	100
Centre	44	3	52	100
Droite	48	13	39	100
Ni G ni D	47	2	51	100
Ensemble	46	4	49	100

Les deux séries d'indicateurs, sociodémographiques, et idéologiques, ne font guère apparaître de différences significatives quant au degré de conviction des décideurs économiques : seules différence notable la conviction plus ferme des décideurs économiques ayant des diplômes de l'enseignement supérieur scientifique et les écarts selon les préférence idéologiques : moindre conviction pour ceux qui n'ont "Pas de sympathie du tout pour les mouvements écologistes" ainsi que pour ceux qui se classent sur les cases de droite d'une échelle politique gauche / droite.

Ces résultats signifient qu'en sélectionnant des décideurs économiques nous avons à faire à une population extrêmement homogène à la fois en termes sociologiques qu'idéologiques.

Tableau 63 Indicateurs contextuels

Fonction	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
Président Directeur	51	4	45	100
Directeur financier	44	4	51	100
Directeur commercial	42	6	52	100
Directeur recherche	50		50	100
Directeur Technique	45	5	50	100
Ensemble	47	4	49	100

Taille de l'entreprise	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
Moins de 100	45	4	51	100
100-249	44	5	51	100
250-499	49	8	43	100
500 et +	63		37	100
Ensemble	47	4	49	100

Indicateur d'exposition aux enjeux du changement climatique	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
0 - 1	44	6	50	100
2 - 3	49	2	49	100
4 - 6	41	6	53	100
7 et +	59	5	36	100
Ensemble	47	4	49	100

Secteur d'activité	Convaincus	Sceptiques	Hésitants	
---------------------------	------------	------------	-----------	--



Industrie	43	5	52	100
Commerce	44	3	53	100
Services	50	5	45	100
Ensemble	47	4	49	100

RAPPEL: Ensemble grand public	41	11	48	100
----------------------------------	----	----	----	-----

Les indicateurs contextuels, c'est à dire, liés au type d'entreprise auquel appartiennent les personnes interrogées, ne génèrent guère plus de différences à deux exceptions près. On compte plus de "convaincus" au sein des grandes entreprises : 63 % dans les entreprises de 500 salariés et plus. Il en est de même dans les entreprises fortement concernées par les enjeux du changement climatique selon l'indicateur que nous avons proposé : 59 % pour la note 7 et plus (ces deux caractéristiques, taille de l'entreprise et exposition aux enjeux, étant du reste liées entre eux).

5 Conclusion / Perspectives

L'enquête auprès du grand public se caractérise cette année par un certain recul de la sensibilité aux enjeux du changement climatique. Il faut toutefois relativiser cette évolution. Il ne s'agit nullement d'un effondrement tel que, par exemple, celui qui avait été observé à la suite de l'échec de la conférence de Copenhague (enquête de 2010). La baisse n'est ni généralisée ni massive. Le public demeure largement concerné par les enjeux du changement climatique. Le recul se résume à un retour aux pourcentages de réponses observées dans ce que l'on pourrait nommer les années "ordinaires" c'est à dire qui ne sont pas marquées par des mobilisations médiatiques et / ou politiques considérables ou encore par des événements climatiques extraordinaires. A nouveau nous constatons que dans cette série d'enquête il n'y a pas "d'effet cliquet" c'est à dire d'impossibilité de retour en arrière.

Le complément d'enquête fourni par le sous-échantillon des décideurs économiques est précieux car il concerne des acteurs majeurs du changement climatique. Or cette enquête fait apparaître des résultats loin d'être évidents a priori : en règle générale, les décideurs économiques interrogés font preuve d'une à la fois grande sensibilité aux enjeux du changement climatique et d'une propension à l'action qui semble encourageante.

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale. L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les économies de matières premières, la qualité de l'air, la lutte contre le bruit, la transition vers l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de la Transition Écologique et Solidaire et du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.



REPRESENTATIONS SOCIALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE : 19 EME VAGUE

Cette enquête annuelle par sondage en ligne sur "les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique" permet de s'interroger sur les évolutions de l'opinion publique à l'égard de l'effet de serre et du réchauffement climatique.

Cette année, l'enquête a également réalisé un **focus** spécifique sur les **dirigeants d'entreprises de plus de 50 salariés**. l'importance accordée à l'effet de serre.

Les questions portent sur :

- les causes du changement climatique
- les conséquences du changement climatique
- les solutions pour réduire l'effet du changement climatique
 - les solutions globales pour réduire l'effet du changement climatique
 - l'engagement personnel pour réduire l'effet du changement climatique
- l'adaptation aux changements climatiques et la transition énergétique



www.ademe.fr

